

Burundi : Vague d'arrestations dans un fief de l'opposition

@rib News, 29/10/2019 Source AFP Une vingtaine de responsables locaux du Conseil national pour la liberté (CNL), un des principaux partis d'opposition du Burundi, ont été arrêtés depuis vendredi pour tentative d'assassinat, a déclaré mardi le parti à l'AFP.

Jeudi soir, un administrateur local dans les collines surplombant l'est de Bujumbura avait été blessé par balle dans le dos par un agresseur non identifié qui était parvenu à prendre la fuite, selon une source administrative ayant requis l'anonymat et des habitants des environs. "Vendredi, 16 cadres locaux du parti, dont Sinzirwanumwe, membre du bureau politique du CNL et son fils collégien, Juvénal Nzopfabarushe, président du CNL dans la commune de Kanyosha et Philbert Mbonihankuye qui dirige le CNL sur la colline de Muyira, ont été arrêtés pour tentative d'assassinat", a dit à l'AFP le représentant du CNL à l'international, Aimé Magera, qui vit en exil en Belgique. "Samedi, trois autres responsables locaux du CNL ont été arrêtés pour le même motif, avant que les 19 ne soient inculpés pour tentative d'assassinat et écroués à la prison de Mpimba dimanche", a-t-il poursuivi. Quatre autres responsables ont selon lui été appréhendés à leur tour dimanche. Selon des témoins sur place, toutes ces arrestations ont été réalisées par des troupes redoutées du Service national de renseignements (SNR) qui dépend directement du président Pierre Nkurunziza et des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice. Ces arrestations ont été confirmées à la presse locale par la gouverneure de la province de Bujumbura rural (ouest) Nadine Gacuti, qui s'est voulue rassurante: "c'est un simple travail de recherche de suspects et non une purge, nous demandons à la population de rester sereine". Mais pour le responsable du CNL, "c'est clair, le pouvoir en profite pour purger la région de tous les dirigeants locaux du CNL car Bujumbura rural est notre fief historique", à sept mois des élections générales dans le pays. Depuis plusieurs jours, le parti de l'ancien chef rebelle et ancien candidat à la présidentielle Agathon Rwasa dénonce une recrudescence de violences à son égard - destruction de permanences locales, passages à tabac collectifs, arrestations arbitraires et assassinats - après une période d'accalmie consécutive à un appel à la tolérance lancé par le parti au pouvoir il y a plus d'un mois. Des élections générales sont prévues en mai 2020 au Burundi. Le président Nkurunziza a indiqué qu'il ne se représenterait pas. Le Burundi est en crise depuis que ce dernier avait annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});